Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405788-20200526-25052020-5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2020

VILLERS

Iès — NANCY

COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY

EXTRAIT DU REGISTRE des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 25 mai 2020

DEPARTEMENT : MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRONDISSEMENT : NANCY

CANTON:

L'an deux mille vingt et le vingt cinq mai à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Villers-lès-Nancy s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur François WERNER, Maire.

NOMBRE DE

Conseillers en exercice : 33

Présents : 32Pouvoirs : 01

Etaient Présents:

M. WERNER François, M. AIRAUD Olivier, Mme RAMPONT Valérie, M. BEGOUIN Didier, Mme DELUCE Marie-Claude, M. FAIVRE Patrick, M. KLOPP Stéphane, Mme TOUVENOT STEMMELEN Anne, M. PALTZ Gérard, Mme FLECHON-PAGLIA Christine, Mme LORRAIN Annie, M. JACQUEMIN Pascal, Mme GUERY Maryse, M. SIGRIST Francis, Mme PIERRON Véronique, Mme CHIPOT Marie-Hélène, Mme TILLY Pascale, M. TRASSART Jean-François, M. MANGEOL Bernard, M. MATHIEU Laurent, M. ANCEL Eric, M. FOLTZ Bertrand, Mme ENGEL Nathalie, Mme BCHINI Béatrice, Mme TEIXEIRA Stéphanie, M. PERROT Cyrille, Mme VERGNAT Anne-Marie, Mme BEAUSERT-LEICK Valérie, Mme SIMONIN Gilliane, M. AIT-MEZIANE Smail, M. BOIVIN Charles-Antoine, Mme MANGEON Sylvie



5 - FRAIS DE MISSION DU MAIRE ET DES ÉLUS

Procuration:

Mme SOUVAY Blandine ayant donné procuration à M. AIRAUD Olivier

Exposé des motifs :

L'article L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales stipule que les fonctions de Maire, d'Adjoints, de Conseillers Municipaux donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

La circulaire du ministre de l'intérieur précise que la notion de mandat spécial s'applique uniquement aux missions accomplies dans l'intérêt de la Commune, par un membre du Conseil Municipal avec l'autorisation de celui-ci.

Elle ajoute notamment que le mandat spécial exclut les activités courantes de l'élu municipal. Il doit correspondre à une opération déterminée de façon précise, et exclut ainsi le caractère universel, permanent ou automatique du versement d'indemnités de fonction. Dans le cadre d'un mandat spécial, le remboursement des frais n'est pas une possibilité, mais une obligation. L'article L. 2123.18 susvisé précise que les frais ainsi exposés peuvent être remboursés forfaitairement dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'État. Néanmoins, pour les dépenses de transport, le Conseil Municipal peut décider le remboursement sur la base des « frais réels » sur présentation d'un état de frais à la

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405788-20200526-25052020-5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 2003 (2011) on expresse que les sommes engagées ne sortent pas du cadre de la mission assignée à l'élu et ne présentent pas un montant manifestement excessif.

> Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le remboursement des frais de mission aux membres du Conseil Municipal sur la base des frais réels pour les frais suivants :

- Frais de déplacement quelque soit le mode de transport
- Réservation et suppléments éventuels
- **Taxis**
- Péages d'autoroute
- Frais de parking et de stationnement

Un ordre de mission préalablement signé par le Maire ou un Adjoint est nécessaire pour la prise en charge de ces frais.

Par ailleurs, l'article L. 2123-19 du code général des collectivités territoriales dispose que le Conseil Municipal peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au Maire pour frais de représentation.

Cette indemnité couvrirait notamment les frais de déplacement de Monsieur le Maire dans le cadre de ses fonctions.

Le Conseil Municipal a décidé :

- d'approuver les modalités de remboursement des frais de mission au Maire, aux adjoints et conseillers municipaux telles qu'exposées ci-dessus,
- d'allouer à Monsieur le Maire une indemnité forfaitaire annuelle de 1 000 € au titre de frais de représentation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Extrait certifié conforme au Registre des Délibérations. Fait à Villers-lès-Nancy, le 26 mai 2020.

